



C'est ainsi que le futur quartier Tivoli devrait se présenter aux Bruxellois, projet des Architectes associés, photo SDRB-GOMB de la Région de Bruxelles-Capitale.

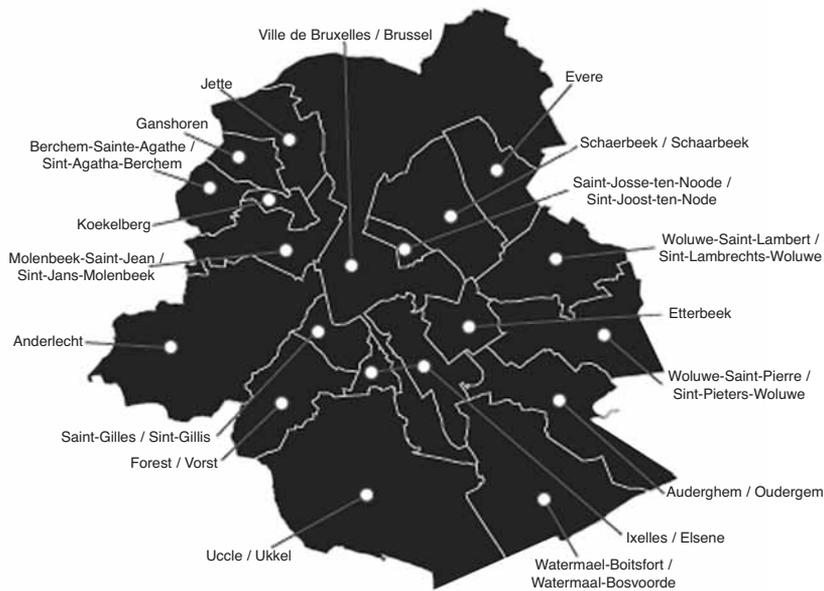
## UN AUTOCUISEUR SOUS PRESSION : VIVRE ET TRAVAILLER À BRUXELLES

---

**D**ans trois ans, Bruxelles figurera de la manière la plus avantageuse dans tous les magazines d'architecture à la page. En 2015, la capitale belge attirera en effet un public international d'urbanistes qui y viendront uniquement pour se rendre compte de leurs propres yeux de quelle manière un espace perdu au milieu de la ville s'est métamorphosé en un quartier modèle durable où vivre bon marché et travailler dans un espace vert peuvent aller de pair avec une esthétique audacieuse, y compris une passerelle piétonne et des transports publics *state-of-the-art*, à la pointe de la technologie.

J'écris cela sans la moindre ironie. Pour l'instant, du moins. Tels sont en effet les projets existants pour le quartier dit Tivoli, qui sera implanté, tel un cœur vert, sur le gigantesque site à l'arrière des bâtiments de Tour & Taxis, au beau milieu des quartiers bruxellois entourant le Canal qui, hélas, ont de nouveau fait la une dans une période récente. Cette zone du Canal, en bordure de laquelle j'habite avec ma femme et mes enfants, a, de nos jours, plutôt très mauvaise réputation. Celle-ci est due en partie à sa grande visibilité, y compris pour des non-Bruxellois, au cœur de la ville le long d'une des principales artères de pénétration. Même s'il n'existe pas vraiment de zones *no-go* à Bruxelles, l'insécurité y est plus élevée que la moyenne et les chiffres inquiétants d'une densité de population croissante s'y reflètent dans des taux de chômage tout aussi désolants - jusqu'à 40 % pour les jeunes dans les anciennes parties des «communes du Canal» bruxelloises que sont Molenbeek, Anderlecht, Schaerbeek et Laeken.

Le site de Tour & Taxis est l'exemple type d'une occasion manquée pour l'urbanisme contemporain. Il était question depuis belle lurette des projets de rénovation enfin approuvés, il y a deux ans, par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Depuis, toutefois, les choses n'ont guère progressé. Les tout premiers travaux visant à assainir l'ancienne voie ferroviaire probablement très polluée se font toujours attendre. L'année 2015 approche pourtant à grands pas. Entre-temps, le site se trouve encore dans l'état où je l'ai toujours connu depuis que j'habite le quartier: d'une inutilité qui crie vengeance et appelle l'initiative d'une politique responsable avec une vision à long terme.



La Région de Bruxelles-Capitale.

Je continue à espérer que le nouveau quartier sera bel et bien réalisé et deviendra un véritable paradis pour une cohabitation multiculturelle et durable au moment où mon fils pourra pour la première fois se rendre à l'école primaire à bicyclette. En attendant, l'Europe semble quelque peu plus sceptique. La Commission européenne a récemment rayé Bruxelles de la liste des candidats au titre de capitale verte pour l'année 2014. Elle entend d'abord voir des résultats. Peut-on en vouloir aux eurocrates?

### QUELQUE CHOSE NE TOURNE PAS ROND

À un amour né d'un coup de foudre on pardonne beaucoup de choses. Venu d'un petit village de la Flandre-Orientale, je suis tombé amoureux de Bruxelles dès le premier contact. Ce qui m'y attirait à l'époque suffit toujours pour me convaincre de continuer à y vivre avec ma famille, fût-ce quelquefois envers et contre tout. Tout en étant une métropole relativement petite, Bruxelles n'en reste pas moins l'unique métropole de Belgique et constitue un véritable laboratoire en plein air, un creuset où s'élabore jour après jour notre avenir global, diversifié et multiculturel. On ne tarde pas à perdre toute naïveté sur la possibilité d'y vivre ensemble dans la différence. En même temps, aucun autre endroit de Belgique ne vit à ce point au rythme du reste du monde globalisant. C'est là mon ultime argument pour élever mon fils à Bruxelles: «If you can make it there, you can make it everywhere».

La rénovation et la planification de la ville ont indéniablement connu une évolution très favorable depuis les dix années que j'y vis. Le quartier dit Dansaert, en face de l'ancienne Bourse au cœur du (petit) centre de la ville, où de petits cafés branchés avoisinent des boutiques de mode ou de design, est devenu un éminent pôle d'attraction très apprécié des touristes (ainsi que de bon nombre de Bruxellois néerlandophones). Il y a une dizaine d'années, ce

quartier était encore une succession de galetas urbains où des squatteurs luttaienent contre des propriétaires qui spéculaienent sur des habitations inoccupées.

Bruxelles est incontestablement devenu une ville plus belle et plus vivable. Quelque chose, néanmoins, n'y tourne pas rond. L'urbanisation y va certes dans le sens d'une tendance internationale à la revalorisation de grands noyaux urbains, mais vu sous cet angle-là, Bruxelles fait plutôt figure de retardataire. L'audace architecturale ou la revalorisation urbanistique de certains quartiers de New York, de Paris ou de Londres ou, à une échelle plus modeste, d'Anvers ou de Gand font toujours défaut dans la capitale de la Belgique. Tout comme d'autres villes importantes à l'étranger, Bruxelles se voit confronté à un important défi démographique - une explosion démographique due à la migration et à la surnatalité dans des familles principalement défavorisées -, mais l'impression prévaut que de nombreux politiques en charge des affaires au niveau de la capitale doivent encore commencer à imaginer une réponse à cette problématique. La création d'un nouveau quartier d'habitation répondant à des critères écologiques et sociaux - j'en reviens à l'exemple du quartier Tivoli - pourrait ainsi revêtir une importance particulière aussi bien sur le plan concret qu'à titre symbolique.

Un quartier vert ou un parc supplémentaire empêcheront-ils qu'un éneergumène frappe à mort dans la rue un inspecteur de la société des transports publics? Bien sûr que non. La mort violente d'un agent des transports publics locaux au mois d'avril 2012 n'était que le dernier incident tragique qui a ranimé pour la énième fois le débat sur le malaise qui règne à Bruxelles. Il n'existe pourtant pas le moindre rapport entre cet incident extrêmement tragique et l'état dans lequel se trouve la capitale de la Belgique. Ne me comprenez pas de travers, on peut certes discuter vigoureusement de la qualité de la vie à Bruxelles et de la sécurité dans la rue et dans les transports publics. Rappelons-nous une information datant de la même période concernant des faits survenus dans le même quartier: un gérant d'affaires néerlandophone d'un bureau d'architectes a été pris en otage pendant des heures par des gangsters armés. Ils l'ont contraint à retirer le plus d'argent possible avec ses cartes bancaires, ne comprenaient



Façades rénovées du quartier Dansaert.

pas qu'une carte de membre d'une bibliothèque ne permet pas de sortir de l'argent d'un distributeur et l'ont obligé à téléphoner à sa famille en vue d'extorquer encore plus d'argent. L'homme a finalement réussi à leur échapper indemne. Ce «fait divers» - je reprends le terme utilisé par les bourgmestres francophones socialistes Freddy Thielemans (Bruxelles) et Philippe Moureaux (Molenbeek) -, hélas, n'est pas une exception. Kidnapper et harceler des citoyens dans la rue est en passe de devenir une attitude criminelle récurrente dans ce quartier. Les membres du personnel d'agences publicitaires réputées établies depuis 2011 dans le Quartier maritime ont eux aussi déjà témoigné de faits similaires. Ne serait-il pas grand temps de formuler quelques solutions?

Que la répression de cette sorte de phénomènes criminels angoissants ne relève que du traitement des symptômes - argument souvent avancé du côté de la gauche -, voilà à quoi il faut sans doute se résigner. Quand on a de la fièvre, on prend d'abord une aspirine, puis on regarde ce qu'il faut en plus pour guérir vraiment. Réduire le nombre de délits dans la capitale n'est pas à ce point une impossibilité non plus. Bruxelles, en effet, n'est absolument pas la *capital of crime*, la capitale du crime que les médias étrangers se plaisent à évoquer. Son histoire sociologique tout à fait spécifique - contrairement à ce qui est le cas de Paris ou d'Amsterdam, la pauvreté n'y a pas été reléguée dans les faubourgs invisibles - a pour effet que l'espace public à Bruxelles s'avère particulièrement désagréable. Il y a de la saleté, il y règne un certain chaos et parfois le danger guette dans la rue. Quelle autre capitale tolérerait, par exemple, que l'une de ses principales portes d'accès internationales - la gare du Nord - devienne le décor d'un campement sentant l'urine et les excréments?

Les priorités judiciaires appropriées permettraient toutefois d'en finir rapidement avec ces formes visibles de criminalité exaspérante. Trois points: tolérance zéro pour les actes d'incivilité dans les transports publics; aucune clémence pour ce qui concerne la criminalité dans les rues; considérer le dépôt illégal de déchets comme une nuisance urbaine sérieuse et non comme une simple doléance bourgeoise élitaires. Des prisons et établissements

surpeuplés? Qu'à cela ne tienne, des peines de substitution sont pour le moins aussi salutaires dans un milieu qui se gargarise de mythes de gangsters. Cela ne peut tout de même pas être compliqué à ce point?

Que l'espace public soit à ce point bordélique dans certains quartiers bruxellois est dû aussi, bien sûr, au fait que les politiques en charge des affaires l'ont négligé pendant des décennies. Maintenant que les choses commencent à bouger par-ci par-là - notamment dans la zone du Canal visée -, l'organisation publique de la capitale de la Belgique demeure un festival d'occasions manquées, d'absence d'une vision cohérente et de refus de coopérer. La partie déjà rénovée de la zone du Canal en constitue un exemple attristant.

N'en déplaise aux Congolais, Bruxelles aurait en réalité besoin d'un nouveau roi Léopold II. Transposé en des termes démocratiques de notre époque: d'une génération de politiques faisant preuve d'imagination intellectuelle et possédant l'audace et le dynamisme indispensables pour concrétiser cette vision. Il suffit de survoler la rapide révolution urbanistique qu'ont réussi à imposer certaines villes flamandes (Anvers, Louvain, Malines, Courtrai) ainsi que wallonnes (Liège, Mons) pour se rendre compte que c'est moins utopique que l'on serait tenté de croire. Pour qui se propose d'améliorer la qualité de la vie à Bruxelles, il suffit de se mettre au travail en prenant comme point de départ l'héritage de l'époque de Léopold II. Mis à part le site du côté de Tour & Taxis, les grands parcs datant du XIX<sup>e</sup> siècle font de Bruxelles une ville déjà passablement verte. De nos jours, ce sont de simples espaces verts avec des arbres et des arbustes. Si on les adaptait aux besoins d'une métropole moderne par l'aménagement de plaines de jeu, de terrains de sport, d'une piscine en plein air et d'un espace de pique-nique, l'ère de Léopold II s'en trouverait parfaitement réactualisée.

## **DES TABOUS**

Tout espoir d'une perspective d'avenir solide sera pourtant vain aussi longtemps que la division administrative de la ville-région demeure ce qu'elle est. Bruxelles est actuellement cogouverné - et nous simplifions par nécessité, les choses étant plus compliquées dans la pratique - par le gouvernement fédéral belge (1), les représentants de la Communauté française (2) et de la Communauté flamande (3) dans la capitale, leur organisme commun (4), un gouvernement régional autonome (5) ainsi que par les bourgmestres, les échevins et les conseils communaux des 19 communes bruxelloises. Seule une réforme interne de l'État permettra de conférer à Bruxelles la force politique dont a besoin une métropole.

Uniquement le niveau régional peut constituer une plate-forme appropriée en vue d'une plus grande unité sur le plan politique. C'est la seule solution susceptible de remédier à l'absence de solidarité financière entre les communes pauvres et grisâtres telles que Molenbeek près du Canal et les communes riches et résidentielles telles que Woluwe dans la zone verte à l'est de la ville. Et les 19 barons-bourgmestres pourront alors tranquillement continuer à ceindre leur écharpe: ils deviendront des bourgmestres de district protocolaires, certes importants pour assumer la politique de proximité et pour accueillir le dalaï-lama à l'hôtel de ville, mais dorénavant dépouillés de toutes les compétences dépassant leurs limites communales. La sécurité, la propreté, l'habitat et le travail sont des aspects de la vie par trop importants pour que leur gestion soit laissée à un bourgmestre.

Il serait dès lors tout aussi logique de doter cette région également d'un niveau communautaire bruxellois unifié. Ainsi l'enseignement, compétence clé pour le redressement économique, dont l'organisation actuellement problématique en raison des problèmes budgétaires que connaît la Communauté française, doit relever d'une direction centrale.

Cet aspect-là demeure aujourd'hui un tabou, notamment du côté flamand, par crainte de se voir structurellement minorisé au sein d'une telle communauté. Le recours à un verrou légal permettrait cependant d'éviter une telle minorisation. De plus, il est grand temps que les Flamands bruxellois se rendent compte qu'ils ne doivent plus vraiment compter sur l'appui et l'aide financière de la Flandre (il en va d'ailleurs de même pour les Bruxellois francophones et la Wallonie, en dépit de toute l'absurdité autour du prétendu «Wallo-Brux»). Nonobstant la rhétorique, la Flandre a depuis longtemps mentalement abandonné Bruxelles. L'avenir politique des Bruxellois néerlandophones se situe dans le cadre d'une Communauté bruxelloise, non au sein d'une Communauté flamande.

Cette communauté métropolitaine doit aussi pouvoir s'agrandir. Aussi longtemps que Bruxelles restera enfermé dans le carcan de ses limites par trop étroites, la pression démographique et démocratique ne cessera d'augmenter. Si la Flandre veut vraiment aider Bruxelles, elle devra se faire une raison du fait sociologique que quelques communes périphériques flamandes font dès à présent déjà partie de Bruxelles. Du point de vue démocratique, dans le cadre d'un Bruxelles élargi, les Flamands seraient plus logiquement en mesure de prétendre à davantage de participation et à une autre forme d'administration. Du point de vue démographique, il devrait être évident qu'un territoire plus vaste permettrait de mieux faire face à l'explosion de la population au sein de la «ville d'arrivée» qu'est Bruxelles. La migration depuis Bruxelles en direction de la périphérie met déjà une forte pression sur ces «communes périphériques».

Dans ces conditions, une coopération ne serait-elle pas plus logique et ne conduirait-elle pas à une approche plus équilibrée? Dans le climat institutionnel actuel, discuter d'une modification des limites territoriales s'avère toutefois impossible. Vu sous l'angle bruxellois, ce serait logique. Mais la Flandre y voit une déclaration de guerre. Par ailleurs, il n'est pas absolument indispensable de toucher aux limites régionales pour créer une communauté métropolitaine plus importante et davantage unifiée. Une coopération plus étroite démocratiquement légitimée entre la ville et les environs constituerait déjà en elle-même un important pas en avant vers un Bruxelles plus vivable et plus correctement administré. Il ne s'agit plus, dorénavant, de la question futile de savoir si, par exemple, on peut ouvrir dans la commune flamande à facilités de Wemmel une bibliothèque comportant des livres français. Une réorganisation solidaire et courageuse de l'espace public pour tous les membres de la communauté métropolitaine, y compris ceux qui n'habitent pas (encore) à l'intérieur des limites de la capitale, voilà le véritable enjeu pour l'avenir.

**Bart Eeckhout**

Chef du supplément culturel *M* du quotidien flamand *De Morgen*.

bart.eeckhout@demorgen.be

Traduit du néerlandais par Willy Devos.